

Le service diaconal est une mission fondamentale de l'Église. La lutte contre la pauvreté, également en Suisse, fait intégralement partie de cette mission. C'est pourquoi la Conférence des évêques suisses soutient explicitement la Déclaration «Réduisons de moitié la pauvreté!», de Caritas Suisse.

Mgr Dr Kurt Koch, évêque de Bâle, président
 Mgr Norbert Brunner, évêque de Sion, vice-président
 Mgr Bernard Genoud, évêque de Lausanne-Genève-Fribourg
 Mgr Pier Giacomo Grampa, évêque de Lugano
 Mgr Markus Büchel, évêque de St-Gall
 Mgr Dr Vitus Huonder, évêque de Coire
 Mgr Joseph Roduit CRA, abbé de St-Maurice
 Mgr Martin Werlen OSB, abbé d'Einsiedeln

Les organisations et institutions soussignées soutiennent les mesures formulées dans la Déclaration «Réduisons de moitié la pauvreté!» et visant à lutter durablement contre la pauvreté en Suisse. Selon leurs possibilités, elles s'engagent, elles-mêmes ou en coopération avec d'autres organisations, à y fournir une contribution efficace.

Bethlehem Mission Immensee; Caritas Argovie; Caritas Bâle; Caritas Berne; Caritas Fribourg; Caritas Genève; Caritas Grisons; Caritas Jura; Caritas Lucerne; Caritas Neuchâtel; Caritas St-Gall; Caritas Thurgovie; Caritas Vaud; Caritas Zurich; Curaviva – Association des homes et institutions sociales suisses; L'Action de Carême; Franziskanische Gemeinschaft der deutschen Schweiz; la Haute Ecole de Lucerne – travail social; Institut für Heilpädagogik und Psychotherapie Luzern (IHP); Institut Ingenbohl; Institut Menzingen; Interteam – Fachleute im Entwicklungseinsatz; Jungwacht Blauring; KAB Katholische Arbeitnehmerinnen-/ Arbeitnehmer-Bewegung Schweiz; Kinderhilfe Bethlehem; Couvent d'Einsiedeln; Couvent d'Ilanz; Kongregation der Barmherzigen Brüder von Maria-Hilf; Association du personnel de Caritas Suisse; Pro Filia Suisse; Caisse de retraite de Caritas; Schweizerische Vinzenzgemeinschaft; Province Suisse des Capucins; Reusspark – Zentrum für Pflege und Betreuung; Caritas suisse des aveugles (CAB); Schweizer Kolpingwerk; Seraphisches Liebeswerk; Commission suisse Justice et Paix; Ligue suisse de femmes catholiques; Schweizerischer Katholischer Jugendverband; SolidarMed.

Pauvreté

faisons-la disparaître!

La Déclaration de Caritas
 pour lutter contre la pauvreté
 dans une Suisse opulente.

Pourquoi cette déclaration?

Au tournant du millénaire, la communauté internationale a décidé, dans le cadre de l'ONU, de réduire de moitié jusqu'en 2015 l'extrême pauvreté et la faim ainsi que d'améliorer massivement l'accès à l'éducation, à la santé et à une eau propre pour les personnes pauvres. Ces buts s'adressent avant tout aux gouvernements des pays en voie de développement. Les pays industriels se sont également engagés à les soutenir, notamment en augmentant leur aide au développement.

La pauvreté existe aussi dans un pays riche comme la Suisse, même si beaucoup préfèrent n'en rien savoir. La pauvreté ne diminue pas en période de croissance économique; elle va à nouveau augmenter ces prochaines années. Les répercussions sociales de l'importante crise financière et économique qui nous frappe aujourd'hui se feront prochainement sentir.

Caritas est très inquiète de cette évolution. Dans notre travail quotidien, nous savons ce que signifie «être pauvre». Nous sommes aussi convaincus que la pauvreté n'est pas une fatalité. C'est pourquoi nous nous engageons pour faire de la lutte contre la pauvreté un objectif central de la politique sociale.

Par cette déclaration, Caritas réclame une décennie (2010–2020) pour combattre la pauvreté en Suisse. **Le but est de réduire de moitié le nombre de personnes en situation de pauvreté, tout en abaissant**

considérablement le risque de voir la pauvreté se transmettre de génération en génération.

La classe politique et les milieux économiques doivent redoubler d'efforts pour que cet objectif puisse être atteint d'ici à 2020. Les organisations sociales qui signent cette déclaration apporteront leur contribution et vérifieront attentivement que la politique fédérale, cantonale et communale de lutte contre la pauvreté, mais aussi le comportement des entreprises et des partenaires sociaux, évoluent dans la bonne direction et portent leurs fruits.

En décrétant 2010 «Année européenne de la pauvreté», les pays de l'Union veulent se rappeler l'un des objectifs de la stratégie dite de Lisbonne qui consiste à abaisser considérablement l'ampleur de la pauvreté en Europe. C'est pour s'associer à cet effort que Caritas publie, en Suisse, cette déclaration.

Nous voulons que la décade de 2010 à 2020 soit celle de la lutte contre la pauvreté.



Combien de pauvres y a-t-il en Suisse?

Dans notre pays, la pauvreté a de nombreuses facettes. Les gens pauvres traversent des situations de vie délicates. Ils doivent se débrouiller avec peu de moyens financiers, sont souvent sans emploi ou astreints à des conditions de travail précaires.

Ils subissent des restrictions dans le domaine de la santé, vivent avec leur famille dans des logements exigus et bruyants, ce qui crée souvent des tensions dans leur couple ou dans les relations avec les enfants. Les occasions de nouer des contacts sociaux leur sont rares. Leurs enfants risquent fort de connaître le même sort une fois adultes.

Le grand public ignore souvent combien de personnes vivent en Suisse dans des conditions aussi précaires. De nombreux politiques ne veulent tout simplement pas le savoir. **Les estimations s'accordent à dire qu'un habitant sur dix en Suisse vit dans un ménage dont le revenu principal est inférieur au seuil de pauvreté.**

La plupart des personnes en situation de pauvreté sont en droit de réclamer les prestations de l'État social. Mais beaucoup ne le font pas. Plus de la moitié des adultes pauvres renoncent à l'aide sociale par méconnaissance de leurs droits; working poor, ils constatent que la prestation matérielle reste trop modique en regard des démarches nécessaires pour l'obtenir; migrants, ils ont honte de leur pauvreté, redoutent d'être stigmatisés et craignent l'expulsion.

Le taux de pauvreté des personnes en âge de travailler est recensé depuis 1991. Ces 15 dernières années, il a toujours oscillé entre 7 et 9%. Les efforts déployés sur le plan politique n'ont pas réussi à le faire baisser de façon notable. On observe même une légère augmentation du taux de personnes à l'aide sociale durant la même période. L'évolution de ces deux indicateurs sociaux donne à réfléchir. La politique sociale de la Suisse est-elle inefficace quand il s'agit de combattre la pauvreté? Faut-il considérer que les changements structurels sur le plan économique provoquent toujours plus de pauvres? Devons-nous considérer le seul endiguement de l'augmentation de la pauvreté comme un succès?

Qui est pauvre en Suisse?

Le risque de tomber dans la pauvreté n'est pas le même pour tous les ménages. Il dépend essentiellement de quatre facteurs: le niveau de formation, le nombre d'enfants, le lieu de domicile et surtout l'origine sociale.

Les travailleurs peu qualifiés sont beaucoup plus exposés au risque de pauvreté. La modicité de leur salaire les place souvent dans la catégorie des working poor. Ces personnes ont tendance à rester beaucoup plus longtemps au chômage et ont plus de peine à réintégrer ensuite le marché de l'emploi. Le chômage de longue durée est l'un des principaux risques de pauvreté en Suisse.

Les familles qui comptent trois enfants ou plus sont également très exposées à la pauvreté. Même quand les deux parents travaillent, le revenu du ménage ne suffit souvent pas à subvenir aux besoins. En Suisse, avoir des enfants fut et reste un risque de pauvreté.

Le lieu de domicile, ou plus précisément les conditions fiscales et sociales qui y règnent, déterminent aussi le risque de pauvreté. Avec le même salaire brut, un ménage peut se retrouver en dessous du seuil de pauvreté cantonal du fait des charges fiscales, des loyers et des primes d'assurance-maladie en vigueur dans son lieu de domicile – et ce malgré les transferts sociaux – alors que dans un autre lieu, il ne serait pas classé parmi les pauvres.

L'origine sociale devient cependant le risque de pauvreté numéro un! Les enfants de milieux pauvres et peu instruits risquent beaucoup plus de se retrouver eux-mêmes parmi les pauvres à l'âge adulte que les enfants de milieux aisés. La société suisse est une société de strates peu perméables. L'adage selon lequel «lorsqu'on naît pauvre, on le reste» se vérifie particulièrement dans notre pays. Rares sont ceux qui réussissent leur ascension sociale. En comparaison internationale, la Suisse appartient aux pays mal classés en matière de mobilité sociale. Celle-ci est particulièrement faible et l'égalité des chances est loin d'être une réalité.

Prendre en compte cette réalité nous oblige à porter une attention soutenue aux premières phases de la vie. Il en va du bien-être des enfants et de leur chance de pouvoir tous grandir dans un milieu favorable. Durant cette période, les enfants ont besoin de stimulations pour faire de nouvelles expériences. Ils cherchent le soutien des adultes afin de pouvoir assouvir leur curiosité naturelle et se faire une idée du monde. Malheureusement, le droit à la formation,

Les enfants sont devenus un risque de pauvreté dans notre pays.



aux soins et à l'éducation n'est de loin pas une réalité pour tous les enfants de Suisse.

Des facteurs comme la nationalité, les formes familiales, la santé, l'âge et le sexe renforcent le risque de pauvreté: les jeunes gens issus de la migration présentent souvent un bas niveau de formation et ont de ce fait fréquemment recours aux prestations de l'aide sociale. Très souvent, les mères élevant seules leurs enfants sont confrontées à des restrictions financières après leur séparation et leur divorce. Les réglementations spécifiques en vigueur pour le calcul des pensions alimentaires et pour les avances sur ces pensions les obligent à solliciter l'aide sociale. Les personnes atteintes dans leur santé risquent de perdre rapidement leur emploi. Comme l'assurance invalidité est devenue très restrictive, elles dépendent bien souvent de l'aide sociale. Enfin, nombreuses sont les personnes âgées qui ont gagné peu d'argent au cours de leur vie et doivent se contenter de l'AVS et des prestations complémentaires.

La pression de la compétitivité globalisée engendre de la pauvreté en Suisse.



Pourquoi y a-t-il des pauvres en Suisse?

La transformation des structures économiques s'opérant dans le contexte du processus de mondialisation et de concurrence entre les lieux d'implantation est certainement la cause première de la pauvreté qui sévit actuellement en Suisse.

Dans leurs efforts pour accroître leur compétitivité internationale, les entreprises se concentrent sur les activités économiques qui génèrent beaucoup de capital et requièrent de vastes connaissances. Ces activités réclament des forces de travail très qualifiées.

Les activités exigeant moins de qualifications sont remplacées par des machines ou délocalisées dans des pays où les salaires sont plus bas. Dans le secteur des services, les clients doivent effectuer eux-mêmes nombre de tâches qui étaient autrefois accomplies par des employés, que ce soit dans le commerce de détail, dans les transports publics,

dans les stations services ou dans le domaine des loisirs. L'actuel **secteur des services** ne contribue pas à réduire la pauvreté car les gens ne gagnent pas assez pour vivre décemment, ou parce qu'ils ne possèdent pas les compétences qui leur garantiraient une occupation durable. **Dans le secteur industriel aussi, les emplois pour les travailleurs peu qualifiés font défaut.**

Cette évolution est renforcée par une politique migratoire illusoire qui prétend pouvoir réguler le nombre de migrants et les choisir en fonction de leurs qualifications professionnelles. Cette illusion est contredite non seulement par le vaste regroupement familial, pas encore suffisamment pris en considération dans le domaine de la formation, mais aussi par l'afflux ininterrompu de travailleurs étrangers peu qualifiés dans des branches qui dépendent toujours, du moins de manière saisonnière, de main-d'œuvre bon marché. Le nombre de sans papiers non recensés séjournant en Suisse est très important, ce qui prouve aussi l'importance de la demande en forces de travail bon marché et peu qualifiées.

Le changement social entraîne une diversification des formes de vie familiales. Cette évolution est une deuxième cause essentielle de la pauvreté en Suisse. Car malgré ces changements, la classe politique continue de penser que la famille est avant tout une affaire privée, comme en atteste le bas niveau de développement de la politique familiale. La péréquation des charges familiales ne couvre pas suffisamment les coûts des enfants. Au contraire: les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation augmentent plus vite que les salaires et les transferts sociaux, réduisant de plus en plus le revenu librement disponible des familles.

A cela s'ajoute qu'il n'est pas donné à tout le monde de concilier travail, carrière et vie de famille. Ceci explique très largement pourquoi les femmes, surtout celles qui élèvent seules leurs enfants, sont toujours discriminées sur le marché de l'emploi et pourquoi elles sont plus exposées au risque de pauvreté que les hommes. Les familles monoparentales et celles comptant plus de deux enfants ont très souvent besoin d'un soutien matériel de la part de l'État social.

Pourquoi agir pour les pauvres en Suisse?

La Charte de Caritas repose sur la vision d'un monde où les droits fondamentaux de l'être humain sont réalisés, en particulier les droits sociaux et culturels. «Nous nous engageons pour un monde, guidé par la solidarité, la justice et la paix; qui respecte les droits et la dignité intangible de chaque être humain; dont la force se mesure au bien-être des plus faibles; qui reconnaît que la richesse et la plénitude de la création représentent le bien commun de tous les êtres humains; dans lequel tous ont accès à la nourriture, à l'eau, à la santé, à la formation et au travail.»

En conséquence de ces principes, Caritas s'engage notamment dans le contexte social de la Suisse: «Nous nous engageons ... en faveur de l'intégration sociale des plus faibles. Pour y parvenir, nous étudions l'évolution sociale de la Suisse, cernons les problèmes sociaux et faisons des propositions de solutions; nous combattons la pauvreté et l'exclusion sociale; nous soutenons les personnes en détresse; nous lançons des projets porteurs d'avenir, qui contribuent à résoudre les problèmes sociaux...»

Ces principes sont notamment concrétisés dans la Charte sociale européenne. Les droits suivants sont particulièrement importants pour combattre et prévenir la pauvreté en Suisse:

- Toute personne doit avoir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement entrepris.
- Tous les travailleurs ont droit à des conditions de travail équitables.
- Tous les travailleurs ont droit à une rémunération équitable leur assurant, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie satisfaisant.
- Toute personne a droit à des moyens appropriés de formation professionnelle.
- Tous les travailleurs et leurs ayants droit ont droit à la sécurité sociale.
- Toute personne démunie de ressources suffisantes a droit à l'assistance sociale et médicale.
- Toute personne a le droit de bénéficier de services sociaux qualifiés.
- La famille, en tant que cellule fondamentale de la société, a droit à une protection sociale, juridique et économique appropriée pour assurer son plein développement.
- Toute personne a droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Tous les acteurs de la société en Suisse sont appelés à contribuer, par leurs propres ressources, à la réalisation de ces droits.

Que faire contre la pauvreté en Suisse?

Toute politique de la pauvreté doit avoir pour but de préserver la dignité des personnes concernées, de leur octroyer une sécurité matérielle, de leur offrir des possibilités d'échapper à la précarité, de leur accorder l'autodétermination et la responsabilité personnelle, de leur réserver une place dans la société, et surtout de tout mettre en œuvre pour que moins de personnes ne soient touchées par la pauvreté. Ces objectifs généraux peuvent encore être précisés.

Le minimum social d'existence est le point de départ de toute politique efficace de lutte contre la pauvreté. Toutes les personnes pauvres ont droit à un soutien matériel qui leur permette de prendre part à la vie sociale. Mais le minimum social d'existence inclut aussi: un bon logement, une santé psychique et physique, des contacts sociaux et des chances de développement professionnel. Cette énumération montre bien que la politique de lutte contre la pauvreté recouvre plusieurs domaines politiques différents: elle touche non seulement la politique sociale mais aussi la politique fiscale, de l'éducation, de la santé publique, de l'emploi et migratoire.

Une deuxième tâche essentielle d'une politique efficace de lutte contre la pauvreté consiste à montrer des voies pour s'extraire de la précarité. Le marché de l'emploi joue dans ce domaine un rôle déterminant. C'est là que se joue la possibilité de percevoir un revenu suffisant. C'est là qu'on voit si le chômage débouche sur la paupérisation. Et c'est là qu'on remarque aussi si les gens peuvent passer de l'aide sociale au monde du travail. Il faut, pour ce faire, des offres d'intégration qui améliorent les perspectives de travail des personnes concernées et leur permettent de maîtriser leur situation. Ces offres

doivent avant tout développer et promouvoir l'employabilité. Il faut, pour ce faire, créer les conditions qui peuvent influencer la situation financière, sanitaire et familiale des intéressés. Dans ce cadre, **il faut aussi créer des opportunités sur le deuxième marché du travail.** Les entreprises sociales sont un instrument permettant aux gens qui ont peu de chance de réussir leur intégration professionnelle d'exercer une activité temporaire ou même durable, sans perdre le contact avec le premier marché du travail.

Pour s'intégrer durablement au marché de l'emploi, il faut impérativement pouvoir se former en continu et entrevoir des perspectives de travail adéquates, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Or, les gens qui ne parviennent pas à se réinsérer sur le marché de l'emploi ne pourront pas tous bénéficier, en contrepartie, d'une rente d'invalidité. Ceci n'est d'ailleurs pas souhaitable car la solution ne passe pas par une médicalisation de la pauvreté. Il vaut mieux conti-

nuer à développer l'aide sociale et concevoir les prestations de cette dernière à l'image de l'assurance invalidité. Une indemnité journalière d'aide sociale serait ainsi versée pendant une durée déterminée; une rente d'aide sociale lui succéderait, quand la personne n'aurait plus aucune chance de réintégrer le marché du travail. Cette solution constituerait un premier pas en direction d'un revenu de base garanti et inconditionnel.

La troisième tâche centrale d'une politique efficace de lutte contre la pauvreté vise à éviter l'apparition de la pauvreté. Cela demande une politique sociale dont les efforts ne se résument pas uniquement aux dépenses sociales mais qui se conçoit aussi en termes d'investissement pour le futur. Éviter la pauvreté est en fin de compte économiquement plus rentable que d'en assumer financièrement les conséquences. Éviter la pauvreté, cela signifie concrètement accorder une attention particulière aux moments charnières de la vie, d'abord au sein de la famille où le bien-être de l'enfant n'est pas toujours suffisamment pris en compte, puis à l'école où l'enfant qui n'a pas suffisamment de compétences sociales, ni de connaissances linguistiques, risque d'être rapidement exclu. Éviter la pauvreté, cela se joue ensuite durant la formation professionnelle qu'il faut achever pour trouver plus facilement un poste fixe et éviter d'être relégué en marge de la société. Car les personnes qui ne trouvent pas de poste convenable se retrouveront rapidement parmi les working poor au moment de fonder une famille et devront faire longtemps appel à l'aide sociale.

La formation a un rôle fondamental dans la lutte contre la pauvreté.



Ce que nous attendons du monde politique: réduire de moitié la pauvreté.

La Suisse doit se doter d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté qui se construit sur le minimum social d'existence, sur une intégration professionnelle et sociale et sur des moyens pour éviter la pauvreté. Cette stratégie doit avoir pour but de réduire de moitié le nombre de pauvres au cours des dix prochaines années et de réduire considérablement le risque de voir la pauvreté se transmettre de génération en génération.

Concrètement, Caritas demande que les mondes politique et économique s'orientent selon les quatre axes stratégiques suivants :

- identifier la pauvreté et la documenter
- ancrer dans la loi, à l'échelle nationale, le minimum social d'existence
- promouvoir les entreprises sociales
- permettre à chacun de se former

Identifier la pauvreté et la documenter

La Confédération et les cantons doivent continuellement rendre compte de l'effet de leur politique de lutte contre la pauvreté. Dans le cadre d'une coopération ouverte, la Confédération doit négocier avec les cantons des objectifs politiques contraignants dans la lutte contre la pauvreté. Elle doit aussi mesurer leur niveau de réalisation à l'aide d'indicateurs et en rendre compte.

Ancrer dans la loi, à l'échelle nationale, le minimum social d'existence

La Confédération doit élaborer une loi-cadre fédérale réglant de manière contraignante le minimum social d'existence et d'intégration. Les contributions financières couvrant les besoins fondamentaux doivent y être inscrits. Pour ce faire, la Confédération doit déclarer contraignantes les directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS et définir clairement les compétences pour l'intégration professionnelle et sociale.

Promouvoir les entreprises sociales

Il faut davantage de places de travail pour les gens qui ne parviennent pas à accéder à des emplois dans les entreprises normales. Les entreprises sociales peuvent offrir ce genre de postes. La Confédération et les cantons doivent favoriser la création de telles entreprises dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle entre l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité et l'aide sociale.

Permettre à tout le monde de suivre une formation

La Confédération doit faire en sorte que tout le monde puisse achever une formation professionnelle sans limite d'âge. Ceci passe par une adaptation des lois sur la formation professionnelle et sur l'assurance chômage et par la mise à disposition des moyens nécessaires. Aussi bien au niveau cantonal que communal, l'aide sociale doit apprendre à mieux gérer les transitions entre la famille, le jardin d'enfants, puis l'école, ainsi que le passage de l'école à la formation professionnelle, afin que tous les jeunes adultes puissent au moins effectuer un apprentissage.

L'engagement de Caritas.

Caritas veut intensifier son engagement dans la lutte contre la pauvreté. Elle le fera dans quatre domaines:

Un monitoring systématique de la politique de la pauvreté

Caritas compte systématiser le monitoring de la politique fédérale et cantonale de lutte contre la pauvreté. Elle produira un rapport annuel indiquant les progrès et/ou régressions observés, dans les divers secteurs politiques. Une attention particulière sera vouée aux politiques d'éducation publique, de santé publique, de l'emploi, ainsi qu'aux politiques fiscales et sociales.

Renforcer la consultation sociale

Caritas élargira son travail de consultations sociales et ses aides transitoires pour les personnes en situation de précarité. Son offre actuelle sera développée grâce à de nouveaux instruments basés sur Internet. Caritas veut augmenter ses capacités de consultations individuelles et les faire passer de 15 000 aujourd'hui à 25 000 dans le futur.

Ouvrir de nouvelles Épiceries Caritas

Caritas veut augmenter à 30 le nombre de ses Épiceries Caritas dans toute la Suisse. Elle offrira ainsi à des personnes pauvres la possibilité d'acheter des articles d'usage courant à des prix très avantageux.

Créer des places de travail dans des entreprises sociales

Caritas élargira son offre d'entreprises sociales. Concrètement, Caritas veut créer 1000 places de travail supplémentaires pour les personnes qui ne trouvent temporairement pas d'emploi sur le premier marché du travail. Dans la mesure du possible, Caritas s'efforcera de soutenir ces personnes par des mesures d'intégration sociale et professionnelle qui pourraient leur permettre de réintégrer un jour le premier marché du travail.



Des rapports réguliers sur l'état de la pauvreté sont un moteur de la lutte contre la pauvreté.